



Au Service national universel, des jeunes entre vocation, discipline et ennui

18 000 volontaires de 15 à 17 ans effectuent depuis plus d'une semaine leur service national universel, promis par Emmanuel Macron, expérimenté pour la première fois sur tout le territoire et qui devrait bientôt devenir obligatoire. Reportage dans l'un des centres, à Caen. « En ligne ! » Jean-Philippe, cadre de compagnie, tente de remettre de l'ordre dans ses troupes. « Allez, garçons et filles, on se range ! » Cet ancien militaire gère 18 jeunes sur les 108 venus faire leur service national universel dans ce grand lycée à Caen, dans le Calvados. Ça baille dans les rangs. Ces ados, âgés de 15 à 17 ans, se lèvent depuis plus d'une semaine à 6 heures du matin avant d'enfiler la même tenue : polo blanc, casquette, short, K-Way et sac à dos bleu foncé floqués du sigle SNU pour service national universel. Chaque matin après la cantine, c'est l'heure de la levée des couleurs. Encouragées par leurs chefs, les troupes marchent à vive allure, et en file indienne, en direction du stade. L'image est assez impressionnante. Une quinzaine de rangées d'ados, immobiles et bras le long du corps, font face au drapeau tricolore, en silence. Leyla, 16 ans, tient fébrilement la bannière dans ses mains tandis que Léandre, 15 ans, a la lourde tâche de le hisser en haut du mât. Mission réussie et Marseillaise entonnée en chœur par tous les élèves dans un seul et même élan.

18 000 jeunes volontaires du service national universel ont rejoint le 21 juin, et pour douze jours, l'un des 122 centres sélectionnés dans toute la France qui les accueillent gratuitement avec leurs encadrants : des profs, chefs d'établissements, anciens militaires ou étudiants. Pour éviter les brassages, les jeunes ont été répartis près de chez eux, dans un département limitrophe de leur lieu de résidence. C'est la première fois que ce programme, promis par Emmanuel Macron, est déployé dans tout le pays.

Sept thématiques imposées

Expérimenté en 2019 dans treize départements, le SNU avait été annulé l'an dernier en raison de la crise sanitaire. Parmi ses objectifs : « accroître la cohésion et la résilience de la nation en développant une culture de l'engagement » et « renforcer l'orientation et l'accompagnement des jeunes dans leur parcours personnel et professionnel », indique le ministère de l'Éducation nationale qui organise le SNU. Coût du dispositif : 2 200 euros par jeune pour douze jours, pris en charge par l'État. Après cette première phase, les jeunes volontaires auront un an pour réaliser une mission d'intérêt général (MIG) de leur choix d'une durée de deux semaines.

Chaque centre organise son programme en respectant les sept thématiques imposées : activités sportives, connaissance des services publics, citoyenneté, défense et sécurité ou encore développement durable. A Caen, les 108 jeunes volontaires réunis ont déjà cinq jours dans les pattes et la majorité est franchement ravie. Léandre, « heureux » d'avoir hissé le drapeau ce vendredi-là, s'est inscrit parce qu'il aimerait travailler dans l'armée ou la gendarmerie. « Un choix personnel », sans doute influencé par son grand-père, un ancien policier. Le collégien n'avait jusqu'ici jamais entonné l'hymne national en dehors des matchs de foot et ça lui donne « un sentiment de fierté parce que ça représente notre pays ». Pour lui, la chanter tous les matins « ne peut annoncer qu'une bonne journée ». Surtout, Léandre n'a « pas le temps de s'ennuyer ici » et il s'est déjà fait de bons amis : « comme si c'était des potes depuis dix ans », lance-t-il avec son plus beau sourire métallique.

Ce n'est pas Leyla qui dira le contraire. Elle aussi a très vite « créé des liens avec les autres ». Attirée par le droit et la protection de l'enfance, la jeune fille apprécie « la rigueur du programme et toutes les choses intéressantes qu'on fait, comme les débats sur la



politique ou les violences conjugales. Ici, notre avis est respecté», assure-t-elle en rejoignant l'un des bus qui doit emmener tout le groupe à Ouistreham, dans le Calvados. On y retrouve la dynamique Capucine, élève en troisième dans un petit village près de Rouen. Elle participe au SNU pour occuper une partie de ses vacances et «pour se régler un peu» parce qu'elle a tendance à se coucher tard. Dans l'internat, l'extinction des feux est à 22 heures mais elle papote quand même après avec ses trois voisines de chambre. Ça ne l'empêche pas de dormir un peu mieux, épuisée par toutes les activités de la journée.

«Une méthode civile basée sur le respect des autres»

Ces jeunes sont-ils donc absolument tous ravis par cette organisation millimétrée, aux accents militaires et patriotiques ? Pas tout à fait. Assis au fond du bus, Kenzy, 17 ans, tire la tronche. Il fait partie de ceux forcés de s'inscrire par leurs parents. Pas de bol. Sa mère ne voulait plus le voir traîner avec ses potes et ses cousins dans la rue. «Ici, on n'a pas assez de libertés pour notre âge, dit-il, tête baissée. On est trop cadrés, on est un peu suivis partout.» Pour limiter les contacts à cause du Covid, les groupes, de 18 à 20 jeunes, doivent toujours rester ensemble, ce qui n'arrange pas Kenzy qui trouve le sien «trop gamin». A ses côtés, Samba regarde les paysages défilier par la fenêtre et n'a pas l'air non plus ravi d'être là. «Je fais avec», lance-t-il pour seule réponse.

Jean-Philippe, leur cadre de compagnie, yeux rieurs et tatouage de femme nue au mollet droit, assure pourtant qu'il n'y a rien de militaire au SNU :

«C'est une méthode civile basée sur le respect des autres, la ponctualité. Il n'y a pas de cérémonial comme le garde-à-vous par exemple. Le but n'est pas d'en faire des militaires mais des citoyens, conscients de leurs droits et de leurs devoirs, prêts à entrer dans la vie professionnelle.»

Cet ancien militaire de la marine nationale est donc très à cheval sur les horaires et la façon de se tenir. Gare à celles et ceux qui osent garder les mains dans les poches. «Une question de respect», assure-t-il. Maxime, 27 ans, bouc et crâne rasé, a la même philosophie. Si l'un des volontaires qu'il encadre se montre un peu insolent, c'est dix pompes pour tout le groupe, même pour lui. Ce cadre de compagnie de sapeur-pompier du Calvados voulait participer au SNU «pour transmettre des valeurs de patriotisme et le devoir de mémoire, pour ceux qui se sont battus pour notre liberté». C'est justement le thème du jour, avec celui de la citoyenneté.

«Scène de cow-boy»

Les jeunes doivent gravir les 171 marches du phare de Ouistreham pour y récupérer la carte de leur marche d'orientation à la pointe du Siège, un site protégé. Ils ont une heure pour répondre à un maximum de questions cachées le long du sentier, dans des balises. Paul et Camille ont choisi de faire équipe ensemble. Depuis le début du séjour, ils ne se quittent plus, aussi différents soient-ils. Lui, le grand brun bavard, qui fait rire tout le monde. Elle, la petite rousse, sérieuse et sportive. Leur point commun : une éducation stricte et leur amour pour «les choses bien faites».

Paul est coiffeur. Avant d'arriver ici, il voulait travailler dans la mode, sa passion depuis tout petit. Maintenant, l'ado de 17 ans hésite «entre ça ou être militaire pour découvrir une autre vie et parce que j'aime bien sauver les gens».

Camille, 15 ans, est de son côté attirée par la gendarmerie, le droit et la politique. Elle a perdu sa voix lors du match de l'Euro France-Portugal, retransmis dans une salle du lycée où il y avait «une ambiance de stade». La collégienne se sent à sa place ici et ça lui plaît de porter le même uniforme que les autres «comme ça, on est tous pareils alors qu'on vient de milieux sociaux différents».

«En quelle année le droit de grève a été instauré ?» «Quand a été abolie la peine de



mort ? » « Depuis quand les femmes peuvent-elles voter en France ? » La pluie arrive, les questions s'enchaînent et les deux compères n'ont pas forcément les bonnes réponses. En rejoignant le parking d'arrivée, ils ne les auront toujours pas. « Pas le temps de les donner », répond un jeune encadrant avant qu'une voiture ne déboule à toute vitesse devant le barnum installé pour l'occasion. Frein à main, portes qui claquent. Le responsable de l'encadrement, dans la vie gardien auprès de jeunes en détention, empoigne fermement un ado par le bras, l'emmène en retrait et le questionne au loin en criant. Quelques volontaires assistent à la scène, médusés par « cette scène de cow-boy ». L'ado est accusé par d'autres jeunes de les avoir agressés physiquement dans les douches, puis de les avoir menacés verbalement. Il a finalement été exclu le lendemain après un conseil de discipline : « Il nous a dit avoir pris conscience que son acte de violence n'était pas acceptable, qu'il s'en excusait et que ça lui permettait de grandir, assure Jérôme Adan, le chef de centre et chef d'établissement d'un collège à l'année, gêné de la façon dont ce jeune a été recadré. Autorité ne veut pas dire autoritaire. On est sur un séjour de cohésion, on a un rôle éducatif et d'accompagnement. »

Ni l'armée ni une colonie de vacances

Emmanuel Macron prévoit de rendre le SNU obligatoire pour tous, en fin de collège dès 2023-2024. Une mauvaise idée tacle Renaud Ricardeau, le responsable de l'encadrement : « Ça ne sert à rien de forcer ceux qui ne sont pas intéressés. Il faut un encadrement adapté pour les jeunes qui n'ont pas de repères, pas de limites. Et on n'est pas à l'armée ici. » Alors de quoi s'agit-il exactement ? D'une colonie de vacances ? Cela y ressemble sans les ordres militaires et la boum de fin de vacances. « Ce séjour permet de prolonger les cours d'éducation morale et civique, dessine Quentin, prof d'histoire et chef de compagnie sur le site. C'est difficile pour eux de faire le lien entre ce qu'on apprend à l'école et le monde réel. L'idée est de leur transmettre des notions de citoyenneté pour qu'ils comprennent qu'ils sont des acteurs de cette société et qu'ils peuvent donc agir à leur échelle. »

Après un rapide pique-nique et une marche de sept kilomètres en une heure trente, sous une pluie battante et avec des épreuves de frisbee et tirs à l'arc au passage, les volontaires arrivent écarlates et trempés sur le site de la batterie de Merville, construite par l'armée allemande pendant la Seconde Guerre mondiale. Ils doivent se changer au plus vite pour enfiler leur tenue de cérémonie : polo blanc bien rentré dans un pantalon bleu marine.

Il pleut encore mais il faut s'aligner sur le chemin qui mène au hangar pour accueillir en grande pompe Léon Gautier, dernier vétéran du commando Kieffer qui a participé au Débarquement le 6 juin 1944. Malgré la fatigue et le froid, personne ne bronche, les jeunes sont impressionnés, et ravis de rencontrer ce « héros ». Le secret de cette réjouissance à toute épreuve se trouve sans doute dans les propos de Danya, 16 ans : « Cette année a été difficile scolairement et socialement. Je voyais beaucoup moins mes amis, raconte la jeune fille, droite comme un piquet. Ça faisait longtemps que je n'avais pas fait autant de sport et que je ne m'étais pas amusée comme ça. Ça fait du bien de rencontrer des gens. »

